

Art. 20. De regering maakt dat jaarverslag aan de Waalse Gewestraad over.

Art. 21. De Waalse Gewestraad kan de regering, de toezichhoudend minister of de rechtspersoon om elke aanvullende inlichting verzoeken.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 22. Ten opzichte van de instellingen bedoeld in artikel 3 die beschikken over een beheerscontract bij inwerkingtreding van dit decreet, gelden de hoofdstukken II tot en met IV bij het aflopen van het lopende beheerscontract.

Art. 23. Ten opzichte van de instellingen bedoeld in artikel 3 die niet beschikken over een beheerscontract bij inwerkingtreding van dit decreet wordt het proces voor de uitwerking van een nieuw beheerscontract ingeleid binnen de drie maanden na inwerkingtreding van dit decreet.

Het beheerscontract dient getekend te zijn binnen het jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 621 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.

Bespreking - Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1043

[2004/200762]

12 FEVRIER 2004. — Décret relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "administrateur public" : toute personne ou son suppléant;

a) qui, de manière cumulative :

- siège au sein de l'organe chargé de la gestion d'une personne morale visée à l'article 3;

- a été nommée par le Gouvernement ou sur proposition de celui-ci, conformément au décret ou à l'arrêté portant création de ladite personne morale, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat;

b) et qui :

- n'est pas membre de droit de l'organe de gestion d'une personne morale visée à l'article 3;

- n'a pas été nommée, au sein de l'organe de gestion d'une personne morale visée à l'article 3, sur intervention de tiers disposant de ce pouvoir, conjointement ou non avec le Gouvernement;

2° "gestionnaire public" : toute personne qui n'est pas nommée en vertu des dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 17 novembre 1994 portant sur le statut des fonctionnaires de la Région, autre qu'un administrateur public, chargée de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme, et nommée par le Gouvernement ou sur proposition de celui-ci;

3° "organe de gestion" : le conseil d'administration de la personne morale visée aux articles 3 et 17 ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social de la personne morale;

4° "organisme" : la personne morale dans laquelle les administrateurs publics visés à l'article 3 exercent leurs fonctions;

5° "chartes" : les engagements formels conclus conformément aux articles 16 ou 17 du présent décret;

6° "Ministre de tutelle" : le Ministre du Gouvernement qui s'est vu attribuer un pouvoir de contrôle particulier sur l'organisme visé à l'article 3, §§ 1^{er} et 2, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création dudit organisme ou de l'arrêté portant répartition des compétences au sein du Gouvernement;

7° "Gouvernement" : le Gouvernement de la Région wallonne.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret est, à l'exception de l'article 17, applicable aux administrateurs publics et aux gestionnaires publics exerçant leurs fonctions dans les personnes morales suivantes :

1 l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

2 le Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies";

3 le Centre hospitalier psychiatrique "Les Marronniers";

4 l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

§ 2. Le présent décret s'applique, à l'exception de l'article 17, à tout administrateur public exerçant ses fonctions dans toute personne morale créée par un décret ou par un arrêté après l'entrée en vigueur du présent décret, sauf disposition contraire.

§ 3. Le présent décret ne s'applique pas aux personnes morales existantes ou à créer qui ont la forme d'une association sans but lucratif.

CHAPITRE II. — *Nomination et révocation de l'administrateur public*

Art. 4. § 1^{er}. L'administrateur public est nommé ou proposé par le Gouvernement en tenant compte, pour l'ensemble des administrateurs publics de l'organisme, de la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus au sein du Conseil régional wallon par application du mécanisme défini aux articles 167 et 168 du Code électoral, sans prise en compte du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Préalablement à la nomination ou à la proposition de nomination, le Gouvernement vérifie :

1° que le candidat offre une disponibilité suffisante pour exercer son mandat;

2° par la production d'un curriculum vitae, que le candidat dispose des compétences professionnelles, de l'expérience utile, notamment dans les domaines d'activité de l'organisme;

3° par la production d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, que le candidat n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice du mandat d'administrateur public, ou, à défaut, une déclaration sur l'honneur qu'il n'a pas encouru une telle condamnation;

4° que le candidat atteste par une déclaration sur l'honneur, par écrit, qu'il ne se trouve pas dans les hypothèses visées à l'article 7;

5° qu'il n'existe pas dans le chef du candidat de conflit d'intérêt personnel direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité concurrente à celle de l'organisme.

§ 2. Sans préjudice des dispositions organisant la nomination du gestionnaire public contenues dans le décret ou l'arrêté portant création de l'organisme ou dans ses statuts, la procédure visée au paragraphe 1^{er} s'applique au gestionnaire public, à l'exception de la prise en compte de la représentation proportionnelle visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. 5. Le mandat d'administrateur public n'excède pas cinq ans et est renouvelable.

Art. 6. Sans préjudice des dispositions organisant le remplacement provisoire de l'administrateur public en cas de vacance du mandat, contenues dans le décret ou l'arrêté portant création de l'organisme, dans ses statuts ou dans le Code des sociétés, le Gouvernement veille, en cas de vacance du mandat d'un administrateur public, à remplacer l'administrateur public ou à proposer le remplacement de l'administrateur public dans les meilleurs délais, selon la procédure visée à l'article 4.

Art. 7. Le Gouvernement ne peut nommer ou proposer, en qualité d'administrateur public, une personne membre ou sympathisante de tout organisme, parti, association ou personne morale quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Si le Gouvernement rejette la candidature d'une personne sur la base de l'alinéa précédent, il motive spécialement sa décision.

Art. 8. § 1^{er}. Sans préjudice d'autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté ou des statuts de l'organisme, le mandat d'administrateur public est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

1° membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté;

2° membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté;

3° gouverneur de province;

4° membre du personnel de l'organisme, ou d'une de ses filiales, à l'exception du (des) responsable(s) de la gestion journalière;

5° conseiller externe ou consultant régulier de l'organisme.

§ 2. Si, au cours de son mandat, l'administrateur public accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, son mandat est suspendu de plein droit. Il est remplacé, pendant tout le temps de son mandat ou de l'exercice de la fonction incompatible, le cas échéant par son suppléant ou par un administrateur public nommé ou proposé conformément à l'article 4.

Lorsque l'incompatibilité prend fin, l'administrateur public dont le mandat a été suspendu retrouve son mandat dans les trois mois de la fin de l'incompatibilité.

§ 3. Si, au cours de son mandat, l'administrateur public accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1^{er}, 3° à 5°, son mandat prend fin de plein droit. Il est remplacé par un administrateur public nommé ou proposé conformément à l'article 4.

Art. 9. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions relatives au droit de révocation contenues dans le décret ou l'arrêté portant création de l'organisme, dans ses statuts, dans le Code des sociétés ou dans le droit commun, le Gouvernement peut, le cas échéant après avis ou sur proposition du (des) commissaire(s) du Gouvernement, révoquer l'administrateur public ou proposer sa révocation à l'organe compétent, s'il est avéré que l'administrateur public :

1° a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;

2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;

3° a, au cours d'une même année, été absent, sans justification, à plus de trois réunions ordinaires et régulièrement convoquées de l'organe de gestion de l'organisme;

4° se trouve dans une des hypothèses visées à l'article 7;

5° ne remplit plus les conditions prévues à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, 3° à 5° ;

6° ne respecte pas les engagements découlant de la charte de l'administrateur public visée à l'article 16.

§ 2. Le Gouvernement entend l'administrateur public, après l'avoir convoqué, en lui exposant, préalablement à la décision ou à la proposition de révocation, les faits qui lui sont reprochés et qui entrent dans les hypothèses énumérées au paragraphe 1^{er}.

Au cours de son audition, l'administrateur public peut être assisté par la personne de son choix.

CHAPITRE III. — Droits et obligations de l'administrateur public

Art. 10. L'administrateur public se tient au courant des évolutions législatives et réglementaires, générales et sectorielles, ayant trait à son statut, à ses fonctions, ainsi qu'aux missions ou à l'objet social de l'organisme.

A cette fin, l'organisme met sur pied ou finance, à l'intention de l'administrateur public, des séances d'information ou des cycles de formation pour permettre à l'administrateur public d'assurer sa formation permanente.

Art. 11. L'administrateur public s'assure, auprès du président de l'organe de gestion de l'organisme, que le Ministre de tutelle ou toute autre personne désignée par le Gouvernement est informé de manière régulière de la réalisation des missions de l'organisme, en ce compris les missions déléguées visées à l'article 22 de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'investissement et aux Sociétés régionales d'investissement, telle que modifiée par le décret du 6 mai 1999, ou de l'objet social de l'organisme et, le cas échéant, de ses filiales visées à l'article 3, § 2.

Art. 12. § 1^{er}. Lorsque l'organe de gestion de l'organisme envisage d'adopter une décision stratégique, l'administrateur public s'assure au préalable, auprès de son président, que le Ministre-Président du Gouvernement, le Ministre du Budget et le Ministre de tutelle ou toute autre personne désignée par le Gouvernement ont été informés de l'enjeu et des conséquences de la décision à prendre.

Le président de l'organe de gestion apprécie si la décision envisagée est de nature stratégique.

On entend par "décision stratégique" notamment celle qui relève de la création de filiales, du lancement, du développement ou de l'abandon d'activités, et qui peut avoir une incidence significative immédiate ou à terme pour l'organisme ou pour la Région.

§ 2. A titre exceptionnel, le Gouvernement peut faire part à l'organe de gestion de l'organisme de sa position à propos de la décision stratégique envisagée, soit par écrit, soit au cours d'une réunion extraordinaire de l'organe de gestion convoquée conformément aux dispositions prévues à cet effet dans le décret ou l'arrêté portant création de l'organisme, ou dans ses statuts.

La position communiquée par le Gouvernement ne lie pas les administrateurs publics.

Art. 13. § 1^{er}. Sans préjudice des obligations qui lui sont imposées par les articles 11 et 12, § 1^{er}, la loi, le décret, l'arrêté ou les statuts, l'administrateur public ne peut utiliser ou divulguer des informations dont il a eu connaissance dans le cadre de ses fonctions si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme.

§ 2. Les destinataires des informations communiquées en vertu des articles 11 et 12, § 1^{er}, ne sont pas autorisés à utiliser ou à divulguer ces informations, si l'utilisation ou la divulgation est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme.

Art. 14. Selon une procédure arrêtée par le Gouvernement, celui-ci informe par écrit l'organe de gestion de l'organisme de ses orientations d'opportunité relatives aux statuts, aux missions et à l'objet social de l'organisme.

Art. 15. Le président de l'organe de gestion communique annuellement au Gouvernement le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion, qui comprendra les informations complètes sur la rémunération des administrateurs publics et des gestionnaires publics, ainsi que sur les mandats et les rémunérations y afférentes que ces administrateurs publics et gestionnaires publics ont obtenus dans les personnes morales dans lesquelles l'organisme détient des participations ou au fonctionnement desquelles il contribue, et où les administrateurs publics et les gestionnaires publics ont été désignés sur sa proposition.

Le Gouvernement communique annuellement au Conseil régional wallon les informations contenues dans le rapport selon des modalités qu'il arrête.

CHAPITRE IV. — *De la charte*

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement ou le Ministre de tutelle conclut une charte intitulée "charte de l'administrateur public" avec tout administrateur public.

Le Gouvernement arrête le contenu de cette charte.

Celle-ci contient au moins l'engagement de l'administrateur public :

1° de respecter toutes les dispositions du présent décret et de veiller aux intérêts et objectifs publics de l'organisme, ainsi que de son actionnaire public;

2° de veiller au fonctionnement efficace de l'organe de gestion;

3° d'observer des règles de déontologie plus amplement énoncées par arrêté du Gouvernement, en particulier en matière de conflits d'intérêts, d'usage d'informations privilégiées, de loyauté, de discrétion et de bonne gestion des deniers publics;

4° de développer et de mettre à jour ses compétences professionnelles dans les domaines d'activités de l'organisme;

5° de veiller à ce que l'organe de gestion respecte la loi, les décrets et toutes les autres dispositions réglementaires ainsi que celles du contrat de gestion.

§ 2. La nomination ou la proposition de nomination du Gouvernement ne sort ses effets qu'après la signature de la charte par l'administrateur public.

Art. 17. § 1^{er}. Le Gouvernement conclut une charte avec toute personne siégeant au sein de l'organe de gestion d'une personne morale non visée à l'article 3, nommée par le Gouvernement ou sur proposition de celui-ci, avec ou sans l'intervention d'un tiers.

Le Gouvernement conclut une charte avec les membres de l'organe de gestion des personnes morales visées à l'article 3, nommés à l'intervention d'un tiers, conjointement ou non avec le Gouvernement.

Cette disposition n'est pas applicable aux administrateurs exerçant leur mandat au sein d'une association sans but lucratif.

Le Gouvernement détermine le contenu de cette charte.

Celle-ci contient au moins l'engagement de l'administrateur :

1° de veiller au fonctionnement efficace de l'organe de gestion;

2° d'observer les règles de déontologie plus amplement énoncées par arrêté du Gouvernement, en particulier en matière de conflits d'intérêts, d'usage d'informations privilégiées, de loyauté, de discrétion et de bonne gestion des deniers publics;

3° de développer et de mettre à jour ses compétences professionnelles dans les domaines d'activités de l'organisme;

4° de veiller à ce que l'organe de gestion respecte la loi, les décrets et toutes les autres dispositions réglementaires ainsi que celles du contrat de gestion.

§ 2. La nomination ou la proposition de nomination du Gouvernement ne sort ses effets qu'après la signature de la charte par les personnes visées au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 18. Les organismes veillent à mettre leurs statuts en concordance avec les dispositions du présent décret.

Art. 19. Les mandats d'administrateur public en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent décret prennent fin aux échéances prévues dans le décret ou l'arrêté portant création de l'organisme ou dans ses statuts ou dans les arrêtés de nomination.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 février 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 619 (2003-2004) N^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance publique du 11 février 2004.

Discussion - Vote.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1043

[2004/200762]

12 FEBRUARI 2004. — Decreet betreffende de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet sommige aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "overheidsbestuurder" : elke persoon of diens plaatsvervanger :

a. die tegelijk :

- in het orgaan belast met het bestuur van een rechtspersoon bedoeld in artikel 3 zitting heeft;
- door de regering of op diens voordracht benoemd is overeenkomstig het decreet of het besluit tot oprichting van die rechtspersoon, overeenkomstig diens statuten of de rechten van de regering in het aandeelhouderschap;

b. en die :

- niet lid van rechtswege is van het bestuursorgaan van een rechtspersoon bedoeld in artikel 3;
- niet benoemd is in het bestuursorgaan van een rechtspersoon bedoeld in artikel 2, door toedoen van derden die over die bevoegdheid beschikken, al dan niet samen met de regering;

2° "overheidsbeheerder" : elke persoon die niet benoemd is krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, ander dan de overheidsbestuurder, belast met het dagelijks bestuur, of die in het orgaan dat met het dagelijks bestuur van de instelling belast is, optreedt en die door de regering of op diens voordracht is benoemd;

3° "bestuursorgaan" : de raad van bestuur van de rechtspersoon bedoeld in de artikelen 3 en 17 of, bij ontstentenis, elk ander orgaan, ongeacht diens benaming, die over alle bevoegdheden beschikt die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de opdracht of het maatschappelijk doel van de rechtspersoon;

4° "instelling" : de rechtspersoon waarin de overheidsbestuurders bedoeld in artikel 3 hun ambt uitoefenen;

5° "handvesten" : de formele verbintenissen die overeenkomstig de artikelen 16 of 17 van dit decreet gesloten zijn;

6° "toezichthoudend minister" : de minister van de regering aan wie een bijzondere controlebevoegdheid over de instelling bedoeld in artikel 3, §§ 1 en 2, is toegewezen krachtens het decreet of het besluit tot oprichting van die instelling of het besluit tot verdeling van de bevoegdheden in de regering;

7° "regering" : de Regering van het Waalse Gewest.

Art. 3. § 1. Dit decreet geldt, artikel 17 uitgezonderd, voor de overheidsbestuurders en de overheidsbeheerders die hun ambt uitoefenen bij volgende rechtspersonen :

1° het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waaals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

2° het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies";

3° het psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers";

4° het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waaals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen).

§ 2. Dit decreet geldt, artikel 17 uitgezonderd, voor elke overheidsbestuurder die zijn ambt uitoefent bij elke rechtspersoon die is opgericht bij een decreet of een besluit na inwerkingtreding van dit decreet, behalve andersluidende bepaling.

§ 3. Dit decreet geldt niet voor de bestaande of op te richten rechtspersonen die de vorm hebben van een vereniging zonder winstoogmerk.

HOOFDSTUK II. — *Benoeming en afzetting van de overheidsbestuurder*

Art. 4. § 1. De overheidsbestuurder wordt benoemd of voorgedragen door de regering waarbij rekening gehouden wordt, voor alle overheidsbestuurders van de instelling, met de proportionele vertegenwoordiging van de in de Waalse Gewestraad erkende politieke groepen onder aanwending van het mechanisme omschreven in de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek maar waarbij niet rekening gehouden wordt met de politieke groep(en) die de democratische beginselen van, inzonderheid, het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, de aanvullende protocols bij dat Verdrag die in België gelden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, niet zou(den) naleven.

Voorafgaandelijk aan de benoeming of het voorstel tot benoeming gaat de regering na :

1° of de kandidaat voldoende beschikbaar is om zijn mandaat uit te oefenen;

2° via de voorlegging van een curriculum vitae, of de kandidaat over de beroepsvaardigheden, de nuttige ervaring, inzonderheid in de activiteitengebieden van de instelling, heeft;

3° via de voorlegging van een bewijs van goed zedelijk gedrag, of de kandidaat geen enkele strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen die onverenigbaar zou zijn met de uitoefening van het mandaat van overheidsbestuurder of, bij ontstentenis, een verklaring op erewoord dat hij niet een dergelijke veroordeling heeft opgelopen;

4° of de kandidaat via een verklaring op erewoord schriftelijk bevestigt dat hij zich niet in de veronderstellingen bedoeld in artikel 7 bevindt;

5° of er bij de kandidaat geen rechtstreeks of onrechtstreeks belangenconflict bestaat wegens de uitoefening van een activiteit of het hebben van belangen bij een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die met de activiteit van de instelling in concurrentie is.

§ 2. Onverminderd de bepalingen tot regeling van de benoeming van de overheidsbeheerder vervat in het decreet of het besluit tot oprichting van de instellingen of in de statuten ervan geldt de procedure bedoeld in paragraaf 1 voor de overheidsbeheerder, uitgezonderd het in rekening nemen van de proportionele vertegenwoordiging bedoeld in paragraaf 1, eerste lid.

Art. 5. Het mandaat van overheidsbestuurder overschrijdt niet vijf jaar en is hernieuwbaar.

Art. 6. Onverminderd de bepalingen tot regeling van de voorlopige vervanging van de overheidsbestuurder in geval van een openstaand mandaat, vervat in het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling, in diens statuten of het Wetboek van vennootschappen, waakt de regering er in geval van een openstaand mandaat van een overheidsbestuurder over dat de overheidsbestuurder zo spoedig mogelijk vervangen wordt of dat de vervanging van de overheidsbestuurder zo spoedig mogelijk voorgesteld wordt, volgens de procedure bedoeld in artikel 4.

Art. 7. De regering mag niemand als overheidsbestuurder benoemen of voordragen die lid is van of sympathiseert met elke instelling, partij, vereniging of rechtspersoon ongeacht welke ze zijn, die de democratische beginselen van het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, van de aanvullende protocols bij dat Verdrag die in België gelden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, niet naleeft.

Indien de regering de kandidatuur van een persoon op grond van vorig lid verwerpt, motiveert hij op bijzondere wijze zijn beslissing.

Art. 8. § 1. Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens een wet, een decreet, een besluit of de statuten van de instelling is het mandaat van overheidsbestuurder onverenigbaar met het mandaat of ambt van :

1° lid van de regering van de federale Overheid, een Gewest of een Gemeenschap;

2° lid van het Europees Parlement, de federale Wetgevende Kamers of een parlement van een Gewest of een Gemeenschap;

3° provinciegouverneur;

4° personeelslid van de instelling, of van één van de dochtermaatschappijen ervan, uitgezonderd de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks bestuur;

5° externe raadgever of regelmatige adviesgever van de instelling.

§ 2. Indien de overheidsbestuurder in de loop van zijn mandaat aanvaardt om een ambt of een mandaat bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, uit te oefenen, wordt zijn mandaat van rechtswege opgeschort. Hij wordt tijdens de duur van zijn mandaat of de uitoefening van het daarmee onverenigbare ambt vervangen, in voorkomend geval door zijn plaatsvervanger of door een overheidsbestuurder die overeenkomstig artikel 4 benoemd of voorgedragen wordt.

Bij beëindiging van de onverenigbaarheid kan de overheidsbestuurder wiens mandaat opgeschort werd, zijn mandaat wederopnemen binnen de drie maanden na het einde van de onverenigbaarheid.

§ 3. Indien de overheidsbestuurder in de loop van zijn mandaat aanvaardt om een ambt of een mandaat bedoeld in paragraaf 1, 3° tot en met 5°, uit te oefenen, wordt zijn mandaat van rechtswege beëindigd. Hij wordt vervangen door een overheidsbestuurder die overeenkomstig artikel 4 benoemd of voorgedragen wordt.

Art. 9. § 1. Onverminderd de bepalingen met betrekking tot het afzettingrecht vervat in het decreet of besluit tot oprichting van de instelling, diens statuten, in het Wetboek van vennootschappen of in het gemeen recht, kan de regering, in voorkomend geval na advies of op de voordracht van de regeringscommissaris(sen) de overheidsbestuurder afzetten of zijn afzetting voorstellen aan het bevoegde orgaan indien blijkt dat de overheidsbestuurder :

1° bewust een handeling gepleegd heeft die onverenigbaar is met de opdracht of het maatschappelijk doel van de instelling;

2° een fout of een ernstige nalatigheid begaan heeft in de uitoefening van zijn mandaat;

3° in de loop van eenzelfde jaar zonder verantwoording afwezig is gebleven van drie gewone en regelmatig bijeengeroepen vergaderingen van het bestuursorgaan van de instelling;

4° zich in één van de veronderstellingen bedoeld in artikel 7 bevindt;

5° de voorwaarden bepaald in artikel 4, § 1, tweede lid, 3° tot en met 5° niet meer vervult;

6° de verbintenissen voortvloeiend uit het handvest van de overheidsbestuurder bedoeld in artikel 16 niet in acht neemt.

§ 2. De regering hoort de overheidsbestuurder na hem opgeroepen te hebben waarbij hem voorafgaandelijk aan de beslissing of het voorstel tot afzetting, de feiten die hem verweten worden en die kaderen in de veronderstellingen opgesomd in paragraaf 1, uiteengezet worden.

Bij zijn verhoor kan de overheidsbestuurder bijgestaan worden door de persoon van zijn keuze.

HOOFDSTUK III. — *Rechten en verplichtingen van de overheidsbestuurder*

Art. 10. De overheidsbestuurder houdt zich op de hoogte van de evolutie van wet- en regelgeving, of algemeen of sectoraal, die verband houden met zijn statuut, zijn ambt, evenals met de opdrachten of het maatschappelijk doel van de instelling.

Daartoe organiseert of financiert de instelling ten behoeve van de overheidsbestuurder informatievergaderingen of -cursussen die de overheidsbestuurder in de mogelijkheid moeten stellen om in zijn permanente vorming te voorzien.

Art. 11. De overheidsbestuurder vergewist zich er bij de voorzitter van het bestuursorgaan van de instelling van dat de toezichthoudend minister of elke andere persoon aangewezen door de regering regelmatig ingelicht wordt over de verwezenlijking van de opdrachten van de instelling, met inbegrip van de gedelegeerde opdrachten bedoeld in artikel 22 van de wet van 2 april 1962 betreffende de federale investeringsmaatschappij of de gewestelijke investeringsmaatschappijen, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999, of het maatschappelijk doel van de instelling en, in voorkomend geval, diens dochtermaatschappijen bedoeld in artikel 3, § 2.

Art. 12. § 1. Indien het bestuursorgaan van de instelling het voornemen heeft om een strategische beslissing aan te nemen, vergewist de overheidsbestuurder er zich bij diens voorzitter op voorhand van of de Minister-President van de Regering, de Minister van Begroting en de toezichhoudend minister of elke andere persoon aangewezen door de regering ingelicht zijn over het belang en de gevolgen van de te treffen beslissing.

De voorzitter van het bestuursorgaan oordeelt of de voorgenomen beslissing van strategische aard is.

Onder "strategische beslissing" wordt meer bepaald de beslissing verstaan die verband houdt met de oprichting van dochtermaatschappijen, het opstarten, het totstandbrengen of het afstoten van activiteiten en die onmiddellijk of op termijn van significante invloed kan zijn voor de instelling of voor het Gewest.

§ 2. Bij wijze van uitzondering kan de regering het bestuursorgaan van de instelling, ofwel schriftelijk ofwel op een buitengewone vergadering van het bestuursorgaan die bijeengeroepen wordt overeenkomstig de bepalingen daartoe voorzien in het decreet of het besluit tot oprichting van de instellingen of in diens statuten, zijn standpunt mededelen ter zake van de voorgenomen strategische beslissing.

Het door de regering medegedeelde standpunt verbindt de overheidsbestuurders niet.

Art. 13. § 1. Onverminderd de verplichtingen die hem opgelegd worden bij de artikelen 11 en 12, § 1, de wet, het decreet, het besluit of de statuten kan de overheidsbestuurder de inlichtingen waarvan hij in het kader van zijn ambt kennis heeft gekregen, niet gebruiken of verspreiden indien het gebruik of de verspreiding ervan de belangen van de instelling schade kan berokkenen.

§ 2. De personen voor wie de inlichtingen medegedeeld krachtens de artikelen 11 en 12, § 1, bestemd zijn, hebben geen toestemming om die inlichtingen te gebruiken of te verspreiden indien het gebruik of de verspreiding ervan de belangen van de instelling schade kan berokkenen.

Art. 14. Volgens een door de regering vastgestelde procedure licht laatstgenoemde het bestuursorgaan van de instelling in over diens beleidskeuzes met betrekking tot de statuten, de opdrachten en het maatschappelijk doel van de instelling.

Art. 15. De voorzitter van het bestuursorgaan deelt de regering jaarlijks het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het bestuursverslag mee waarin een volledig overzicht verstrekt wordt over de bezoldiging van de overheidsbestuurders en -beheerders, evenals over de mandaten en de daarmee verbonden vergoedingen die bedoelde overheidsbestuurders en -beheerders gekregen hebben bij de rechtspersonen waarvan de instelling deelbewijzen in handen heeft of aan de werking waarvan die instelling bijdraagt en waarin de overheidsbestuurders en -beheerders op de voordracht van de instelling zijn aangewezen.

De regering deelt jaarlijks de inlichtingen vervat in het verslag aan de Waalse Gewestraad mee op de door hem vastgestelde wijze.

HOOFDSTUK IV. — *Handvest*

Art. 16. § 1. De regering of de toezichhoudend minister sluit met elke overheidsbestuurder een handvest, "handvest van de overheidsbestuurder" genoemd overeen.

De regering stelt de inhoud van het handvest vast.

In dat handvest wordt minstens melding gemaakt van de verbintenis van de overheidsbestuurder om :

1° alle bepalingen van dit decreet na te leven en te waken over de openbare belangen en doelstellingen van de instelling, evenals over diens openbare aandeelhouder;

2° over de doeltreffende werking van het bestuursorgaan te waken;

3° de deontologische regels die uitvoerig uiteengezet worden bij regeringsbesluit, in het bijzonder wat de belangenconflicten, het gebruik van bevoorrechte inlichtingen, loyauteit, discretie en zorgvuldig beheer van de openbare gelden aangaat, na te leven;

4° zijn beroepsvaardigheden verder te ontwikkelen en bij te houden in de activiteitengebieden van de instelling;

5° erover te waken dat het bestuursorgaan de wet, de decreten of elke andere regelgevende bepaling evenals elke bepaling van het beheerscontract naleeft.

§ 2. De benoeming of het voorstel tot benoeming van de regering heeft enkel uitwerking nadat de overheidsbestuurder het handvest ondertekend heeft.

Art. 17. § 1. De regering sluit een handvest af met elke persoon die zitting heeft in het bestuursorgaan van een rechtspersoon niet bedoeld in artikel 3 die door de regering of op diens voordracht wordt benoemd met of zonder toedoen van een derde.

De regering sluit een handvest af met de leden van het beheersorgaan van de rechtspersonen bedoeld in artikel 3 die benoemd worden door toedoen van een derde, al dan niet samen met de regering.

Die bepaling geldt niet voor de bestuurders die hun mandaat uitoefenen bij een vereniging zonder winstoogmerk.

De regering bepaalt de inhoud van het handvest.

In dat handvest wordt minstens melding gemaakt van de verbintenis van de bestuurder om :

1° over de doeltreffende werking van het bestuursorgaan te waken;

2° de deontologische regels die uitvoerig uiteengezet worden bij regeringsbesluit, in het bijzonder wat de belangenconflicten, het gebruik van bevoorrechte inlichtingen, loyauteit, discretie en zorgvuldig beheer van de openbare gelden aangaat, na te leven;

3° zijn beroepsvaardigheden verder te ontwikkelen en bij te houden in de activiteitengebieden van de instelling;

4° erover te waken dat het bestuursorgaan de wet, de decreten of elke andere regelgevende bepaling evenals elke bepaling van het beheerscontract naleeft.

§ 2. De benoeming of het voorstel tot benoeming van de regering heeft enkel uitwerking nadat de personen bedoeld in paragraaf 1 het handvest ondertekend hebben.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 18. De instellingen waken erover hun statuten in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit decreet.

Art. 19. De op het tijdstip van inwerkingtreding van dit decreet lopende mandaten van overheidsbestuurder worden op de vervaldagen bepaald in het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling, in diens statuten of in de benoemingsbesluiten beëindigd.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 619 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.

Bespreking - Stemming.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1044

[2004/200759]

**12 FEVRIER 2004. — Décret relatif au commissaire du Gouvernement
pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128 de la Constitution.

Art. 2. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "Commissaire du Gouvernement" : la personne désignée par le Gouvernement, quelle que soit la dénomination de sa fonction, pour exercer des missions d'information et de contrôle de la légalité et de l'intérêt général au sein d'un organisme;

2° "organisme" : toute personne morale visée à l'article 3;

3° "organe de gestion" : le conseil d'administration de l'organisme ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social de l'organisme;

4° "charte du Commissaire du Gouvernement" : l'engagement formel conclu entre le Gouvernement ou le Ministre de tutelle et le Commissaire du Gouvernement, conformément à l'article 20;

5° "Ministre de tutelle" : le ministre du Gouvernement qui s'est vu attribuer un pouvoir de contrôle particulier sur l'organisme visé à l'article 3, §§ 1^{er}, 2 et 3, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création dudit organisme ou de l'arrêté portant répartition des compétences au sein du Gouvernement;

6° "Gouvernement" : le Gouvernement de la Région wallonne.